

Bienvenue aux migrant.e.s ! Solidarités européennes...

jeudi 23 mars 2017, par [ANGLO Brian](#), [BENSAÏD Daniel](#), [HARROLD Ross](#), [RYON \(du\) Bertold](#), [SARTZEKIS Andreas](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mars 2017).

Sommaire

- [Grèce : quelle solidarité ?](#)
- [État espagnol : « Nous voulons](#)
- [Royaume-Uni : la montée \(...\)](#)
- [Allemagne : retournement \(...\)](#)
- [« Nous ne pouvons plus accueil](#)

« Le climat évolue (...). Cela transparaît dans les mots employés dans les documents officiels et le débat public : ceux que l'on appelait simplement « migrants » deviennent de plus en plus souvent des « clandestins » ou des « irréguliers »... » Ces mots du rédacteur en chef adjoint du quotidien italien *La Repubblica* sont la parfaite illustration de la logique infernale - et meurtrière - à l'œuvre dans l'Europe forteresse. Après avoir dressé des frontières de barbelés, on les justifie, en flattant et exacerbant les peurs et les haines.

À l'opposé, ce que l'on a appelé la « crise des migrants » a aussi été l'occasion de formidables élans de solidarité dans différents pays de l'Union européenne. À l'occasion du 19 mars, marche contre le racisme, notre dossier revient sur des mobilisations exemplaires qui ne doivent pas rester sans lendemain, même et peut-être surtout quand soufflent les vents mauvais...

Grèce : quelle solidarité ?

La situation des réfugiés s'est aggravée depuis l'accord entre la Turquie et l'Union européenne...

D'une part, pour tous ceux qui ne seront pas « agréés », c'est le risque d'expulsion vers la Turquie, dont Amnesty International souligne qu'en cette période, elle ne constitue pas un pays sûr pour les réfugiés contraints d'y retourner. D'autre part, les réfugiés sont désormais confinés sur les îles en vue d'examen de leur situation, avec des critères peu clairs.

Résultat : la formation de camps d'hébergement surpeuplés et aux conditions inhumaines, comme on l'a vu cet hiver avec plusieurs réfugiés morts de froid sous leurs tentes glacées. Sans oublier bien sûr les conditions de passage en Grèce : si on estime à 4 700 le nombre de noyés en Méditerranée en 2016, il faut y ajouter 400 morts noyés en tentant de traverser le fleuve frontière de l'Évros ces dernières années...

Campagnes de haine...

Pour les réfugiés ayant pu quitter ces camps dans les îles, la situation reste très difficile, dans un pays en crise profonde. Les possibilités d'installation sont diverses : soit des hébergements dans des centres réquisitionnés par l'État, soit des occupations avec le soutien d'associations locales, et des possibilités d'insertion dans la vie du quartier. Mais la possible installation d'un lieu regroupant des réfugiés peut ici ou là donner lieu à des campagnes locales de haine raciste, comme on le voit dans la région d'Olympe. En effet, au moins deux centres doivent y ouvrir, mais la gestion des locaux appartenant à l'église a été prise en main par un entrepreneur, avec des réactions des habitants contre la présence de réfugiés (qui « abîmeraient » l'image d'Olympe...) et contre la recherche de profits de l'entrepreneur. Et pour couronner le tout, le métropolitain exige que les réfugiés soient chrétiens !

On le voit, la solidarité, réelle, développée dans tout le pays sous des formes diverses, est confrontée à de nombreuses difficultés, avec cependant une priorité que se donnent des associations liées à la gauche anticapitaliste : dénoncer le rôle de l'Union européenne qui a fait de la Grèce un garde frontière d'une Europe forteresse. Et il y a quelque chose d'indécent à voir le Premier ministre français rendre visite à des réfugiés et se féliciter de la générosité de la France qui va accueillir 3 000 réfugiés pour soulager la Grèce... qui en accueille des dizaines de milliers.

Les voies de la mobilisation

Les axes de la solidarité tels qu'ils se dessinent sont les suivants, comme on peut le voir avec l'exemple en cours de la scolarisation des enfants de réfugiés (2 500 scolarisés sur une estimation officielle de 15 000 à la mi-février) :

- mobilisation antiraciste, notamment contre des prétendus « parents en colère » liés aux fascistes. Les mobilisations ont gagné, mais c'est une bataille permanente ;
- lien avec le mouvement ouvrier, en lui faisant prendre en charge la solidarité qui ne doit relever ni de l'Église ni du patronat. Ainsi à Oreiokastro, près de Salonique, le collectif enseignant a tenu ferme pendant des semaines face aux attaques des nazis, qui ont dû reculer. Par ailleurs, les associations locales mettent en cause le rôle des ONG qu'elles jugent dépolitisées et exploiteuses ;
- indépendance par rapport aux pouvoirs publics, mais exigence qu'elles prennent leurs responsabilités : ne pas rester « neutres » face aux campagnes racistes, mettre à disposition des locaux, et relancer la construction de logements populaires pour les chômeurs et les réfugiés (une des revendications du collectif anti-raciste KEERFA).

D'Athènes, A. Sartzekis

État espagnol : « Nous voulons accueillir ! »

Lors de la promulgation de la première loi sur les étrangers en 1985, juste avant son entrée dans la Communauté économique européenne, l'État espagnol ne comptait même pas 250 000 étrangers. En 2000, ils/elles étaient moins d'un million, et une décennie plus tard déjà presque six millions.

Cette affluence de main-d'œuvre bon marché répondait aux besoins de trois secteurs économiques clés - le bâtiment (lié à la spéculation), l'agriculture et le tourisme - et contribuait à compenser, particulièrement pour ce qui est des soins à prodiguer aux personnes âgées, les coupes opérées dans les services publics.

Malgré le sensationnalisme médiatique portant spécialement sur l'arrivée de migrantEs sur les côtes ou leurs tentatives d'escalader les clôtures des enclaves de Ceuta et Melilla, l'immigration n'est que très rarement devenue un sujet politique de premier plan et n'a jamais suscité de graves épisodes de racisme social. Ainsi, à la différence de ce qui se passe en France, il n'y a pas de parti d'extrême droite espagnol se construisant sur la base d'un discours anti-immigration et islamophobe.

Le racisme institutionnel est le grand problème. Il existe des campagnes contre divers aspects de cet « apartheid juridique » mais, dans une période de faiblesse de presque tous les mouvements sociaux, elles sont en général assez modestes.

Ces mouvements ont trouvé un certain appui politique avec l'irruption de Podemos et les candidatures municipales « du changement ». Ainsi, la mairie de Barcelone a tenté de fermer le Centre de rétention des étrangers (CIE) situé dans la ville, arguant du fait qu'il ne respecte pas la réglementation municipale (régissant les licences d'activités). Au Congrès des députéEs, Podemos a mis en demeure le gouvernement central de tenir son engagement d'accueillir 16 000 réfugiéEs, dont seulement un millier est arrivé dans le pays, traditionnellement l'un des plus rétifs à accorder l'asile.

Mais Podemos n'est pas une organisation militante, les syndicats restent en retrait, et c'est la société civile, migrantEs compris, qui a impulsé la défense des droits de ces dernierEs. Sont ainsi apparues des campagnes pour la fermeture des centres de rétention, contre les déportations massives et le harcèlement policier, pour l'obtention de la nationalité sans imposer des examens impossibles à réussir, pour l'obtention également des permis de résidence sans nécessité de produire un contrat de travail d'un an, alors que le chômage et la précarité rendent impossible la chose.

En manif, par centaines de milliers...

Le panorama a été modifié par l'énorme vague d'empathie et de solidarité qui est apparue dans de larges couches de la population envers les personnes qui, fuyant la guerre, cherchent à entrer en Europe. Nombreux sont celles et ceux qui sont allés donner un coup de main en Grèce, ce qui a contribué à créer ou renforcer, dans l'État espagnol même, une multitude de groupes et de plateformes de soutien aux réfugiéEs.

En Catalogne, avec la collaboration (intéressée) des médias, ces processus ont culminé en février dans une mobilisation extraordinaire ayant pour mot d'ordre « Volem Acollir » (« Nous voulons accueillir »). Tout a commencé par un concert qui a affiché complet, en présence de 20 000 personnes, réunissant de très nombreux artistes parmi les plus célèbres. Le week-end suivant, Barcelone a connu la plus grande manifestation de ces dernières années : la police a compté 160 000 personnes, les organisateurs 500 000.

Cette campagne, bien qu'organisée d'en haut, a eu le mérite de critiquer l'inaction du gouvernement catalan et, au moins formellement, de refuser la distinction entre réfugiéEs et « migrantEs économiques », en revendiquant que les arrivées se fassent par des voies sûres et que les droits soient reconnus dès ces arrivées. Il s'agit maintenant d'augmenter la pression sur le gouvernement pour arracher des mesures concrètes et empêcher qu'une éventuelle négociation ne débouche sur de simples effets cosmétiques.

Royaume-Uni : la montée du racisme, un défi pour la gauche

Après la campagne et le vote sur le Brexit, le climat anti-migrantEs, déjà présent, s'est accentué...

Les attaques racistes se sont multipliées et Theresa May, déjà ministre de l'Intérieur à poigne sous Cameron, a durci sa politique contre l'entrée de réfugiés mineurs, contre un prétendu « tourisme médical », etc. Pourtant il existe une autre réalité qui fait rarement la une des journaux, celle de la solidarité.

Car comme ailleurs en Europe, des millions de personnes ont été choqués par les drames de la Méditerranée, les images venant de pays dévastés par la guerre, ou celles des fragiles campements. Une multitude d'associations et de groupes d'individus ont commencé à porter une aide concrète, notamment aux migrantEs à Calais. Mais cette solidarité s'est aussi manifestée par une opposition politique au gouvernement, aux expulsions et aux mesures anti-migrantEs draconiennes. Dès 2015, le mouvement a pris de l'ampleur avec des meetings et des manifestations énormes, comme celle de 100 000 personnes à Londres en septembre 2015.

Debout contre le racisme

Ce mouvement a commencé à se structurer bien plus depuis octobre dernier, avec la première conférence nationale de Stand Up to Racism (STUR - Debout contre le racisme), une organisation lancée en 2014. C'est à la fois un regroupement très large et très militant, qui lutte « contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme ». Comme Stop the War et d'autres coalitions unitaires, la direction de STUR est composée d'un large spectre de membres de la gauche britannique. La présidente est Diane Abbott, député travailliste d'origine antillaise et membre du petit groupe de parlementaires de gauche autour de Jeremy Corbyn qui s'est trouvé projeté à la tête du parti. Figurent aussi parmi la direction des représentantEs d'organisations juives et musulmanes ainsi que de la gauche révolutionnaire comme le SWP.

Impossible en quelques lignes de décrire la richesse de ce mouvement que nous présente leur site internet. On y trouve des articles et des vidéos qui retracent les activités menées à travers le pays, dont la participation au convoi humanitaire et politique de 250 véhicules jusqu'au campement de Calais en juin 2016, un convoi scandaleusement bloqué par le gouvernement Hollande. Une rubrique entière est aussi dédiée au matériel qu'il est possible de commander : tracts, affiches, pancartes, autocollants, badges, etc.

STUR tente aussi d'articuler la lutte antiraciste avec l'action dans les entreprises : une conférence syndicale nationale mais aussi des motions types à utiliser dans sa section syndicale pour adhérer à STUR ou soutenir telle ou telle initiative, ainsi qu'une vingtaine de modèles de badges et autocollants « Postiers/enseignants, etc. Debout contre le racisme ». Il y avait d'ailleurs un cortège de STUR le 4 mars dernier parmi les 200 000 personnes qui ont manifesté en défense du service de santé, pour refuser que les migrantEs soient les boucs émissaires de son état dégradé. Enfin, le site

liste plus de 35 villes où des groupes organisent des activités, détaille l'activité sur les facts et relaie les concerts organisés par le réseau de musiciens « Love Music Hate Racism ».

18 mars, manifestation internationale

Depuis plusieurs mois, les antiracistes mobilisent pour la grande manifestation internationale du 18 mars appelée cette année par un arc de forces très large comprenant la confédération nationale des syndicats, le TUC. Les très fortes mobilisations en Grande-Bretagne contre Trump et contre son « Muslim ban » ont renforcé la détermination du mouvement. Des événements de toutes sortes ont lieu à travers le pays pour sensibiliser et mobiliser pour les manifestations le 18 à Glasgow, Cardiff et Londres.

Au même moment, le gouvernement de Theresa May prépare de nouvelles contre-réformes pour la santé, l'emploi et l'ensemble des droits conquis hier. Et pour les imposer, elle utilisera comme toujours le poison de la division par le racisme. Une réussite du 18 et le renforcement du mouvement antiraciste à travers le pays dans les mois qui suivront seront cruciaux dans la lutte pour la contrer.

Ross Harrold

Allemagne : retournement de situation sur la question des migrantEs

Il n'y a pas si longtemps, l'Europe entière évoquait la « crise des réfugiés ». À ce moment-là, des dizaines voire des centaines de milliers de migrantEs et de réfugiéEs cherchant l'asile traversaient le continent européen, à pied ou cachés à bord de camions, en partant du littoral grec et en passant notamment par les Balkans...

On était alors en été-automne 2015. Depuis, cette même traversée est devenue impossible : la frontière entre la Grèce et la Macédoine a été fermée, et la Hongrie s'est barricadée avec des murs et des clôtures... L'Allemagne est le pays de l'Union européenne qui a, pendant cette période courte mais mouvementée, accueilli le plus grand nombre de migrantEs. Le nombre des arrivées sur l'ensemble de l'année 2015 a souvent été chiffré à un million, même si le nombre réel de personnes accueillies doit être plus proche de 700 000.

Le gouvernement d'Angela Merkel a, pendant un court laps de temps, accompagné ce mouvement en décidant le 4 septembre 2015 de ne pas appliquer la Convention de Dublin qui permet de renvoyer les réfugiéEs dans un autre pays de l'Union européenne, enregistrant ainsi les demandes d'asile de tous les arrivantEs. En même temps, le gouvernement fédéral avait de facto délégué une partie du traitement « humanitaire » des arrivantEs, en faisant massivement et explicitement appel à l'engagement « civique » pour accueillir ces personnes en détresse. C'est ainsi qu'on a vu en 2015 pendant quelques semaines des dizaines de milliers de personnes de la « société civile » - dont beaucoup n'étaient pas des militantEs politiques ou associatifs - offrir leur aide, des vêtements chauds dans des gares, se mobiliser pour donner des cours d'allemand ou pour ramener des jouets aux enfants...

Cela a laissé des traces : dans une ville comme Berlin, le nombre des personnes ayant laissé leurs coordonnées à des collectifs d'aide en urgence est supérieur à celui des militantEs organisés, tous

bords confondus. Mais dans le même temps, la société s'est nettement polarisée, l'hostilité aux migrantEs s'exprimant elle aussi plus qu'il y a deux ou trois ans. Ce n'est pas seulement la montée (forte depuis l'été 2014) du parti d'extrême droite AfD qui en témoigne, mais aussi le nombre d'attaques violentes contre des structures d'accueil de migrantEs. Ainsi, leur nombre a atteint 970 l'année passée.

Radicalisation du gouvernement

Aujourd'hui, le discours politique officiel a radicalement changé, pour s'adapter aux expressions des « craintes » et des « crispations » dans une partie non négligeable de la société. Dès octobre 2015, la chancelière Angela Merkel avait joué un rôle important dans la négociation du futur accord (conclu finalement le 18 mars 2016 à Bruxelles) entre le pouvoir turc et l'Union européenne, accord visant à bloquer les réfugiéEs du Moyen-Orient en Turquie. Et depuis quelques mois, la ligne gouvernementale s'est fortement radicalisée. Une conférence des ministres de l'Intérieur des États fédéral et régionaux (Bund et Länder), les 29 et 30 novembre 2016 à Sarrebruck, a ainsi décidé de renvoyer 12 500 réfugiéEs d'Afghanistan dans leur pays d'origine, et les premières expulsions vers Kaboul ont commencé en décembre. Des contre-manifestations ont eu lieu.

À une échelle très décentralisée, les résistances d'une partie de la société civile face au durcissement de cette politique se mettent en place. Ainsi dans une ville moyenne comme Ratisbonne (Regensburg) en Bavière, peuplée de 140 000 habitantEs, seules 80 personnes - essentiellement des bénévoles - avaient manifesté en décembre dernier contre le renvoi de jeunes Afghans et pour leur accès à l'emploi. Puis, au fil des semaines, 2 000 signatures de soutien ont été recueillies, puis remises début mars aux autorités locales. Et le vendredi 3 mars, des centaines de personnes de toute la région ont convergé à bord de véhicules pour se retrouver dans la capitale régionale, Munich, alors que la politique de cet État-région est réputée particulièrement dure en matière d'immigration...

Bertold du Ryon

« Nous ne pouvons plus accueillir toute la misère du monde »

Au moment où, une fois de plus l'ensemble de la classe politique se retrouve pour chanter les louanges de l'un des leurs, fossoyeur essentiel de tout ce qui ressemble encore à la « gauche », nous reproduisons ci-dessous la quatrième de couverture du livre de Daniel Bensaïd, *L'Anti-Rocard Ou les haillons de l'utopie*, Éditions La Brèche, 1980.

Ce livre est un bêtisier de la pensée réformiste. Rocard, qui l'incarne avec le plus d'enflure satisfaite, y sert de fil conducteur. L'originalité qu'il affiche et la différence à laquelle il prétend ne sont qu'un habillage idéologique rénové pour les vieilles politiques de collaboration de classe. C'est pourquoi il se trouve inévitablement au point de rencontre de la vieille social-démocratie, des courants eurocommunistes européens et de certaines tendances de la bureaucratie syndicale (dans la CFDT mais aussi dans la CGT). Ce « petit marquis » est passé maître dans l'art de conjuguer l'autogestion au futur et la gestion au présent, d'aller au-devant des projets néolibéraux de la bourgeoisie moderniste, d'escamoter le passé compromettant de la social-démocratie, au nom de la confrontation entre les « deux cultures » (autogestionnaire et stalino-jacobine) qui partageraient historiquement le mouvement ouvrier français.

Économiste du désir et apôtre de l'auto-assistance, les « nouveaux utopistes » entrent avec lui dans la carrière de la mode, à la suite des nouveaux philosophes et des nouveaux économistes. À quoi sert Rocard ? Le marxisme est-il malade de l'État ? L'expérimentation sociale ou l'autogestion peuvent-elles tenir lieu de stratégie révolutionnaire ?

Au fil de ces questions apparaissent les impasses politiques, les révisions théoriques, le néant stratégique du réformisme (social-démocrate ou d'origine stalinienne) face à la crise du capitalisme. Face à ces utopies en guenilles et haillons, pour temps de vaches maigres, la lutte pour un communisme authentiquement révolutionnaire est plus actuelle et nécessaire que jamais.

Avec son chapeau :

Eh bien ! Marquis, tu vois, tout ris à ton mérite ;

Le rang, le cœur, le bien, pour toi tout sollicite ;

Tu dois être content de toi par tout pays :

On le serais à moins. Allons saute marquis...

N'es tu pas fais à peindre ? Est-il homme à la cour

Qui de la tête aux pieds porte meilleure mine,

Une jambe mieux faite, une taille plus fine ?

Et pour l'esprit, parbleu, tu l'as des plus exquis :

Que te manque-t-il donc ? Allons saute marquis.

Regnard, **le Joueur**, acte IV, scène X

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 375 (16/03/2017) :

<https://npa2009.org/arguments/bienvenue-aux-migrantes>